

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Élections 2009:

## Les leçons à tirer



Il y a quelques mois, ils s'enflammaient unanimement pour Barack Obama. Ce 7 juin, les Européens ont pourtant voté massivement pour John Mc Cain. La droite, et souvent une droite dure, progresse, la social-démocrate est en nette baisse, la gauche anticapitaliste maintient ses positions. Les écologistes progressent, mais au prix d'un positionnement «ni gauche - ni droite» cachant mal une conversion progressive aux thèses productivistes (par exemple, abandon de la diminution du temps de travail) et libérales (par exemple, la défense plus qu'éthérée des services publics).

Tel est le bilan d'un scrutin européen pour le moins contradictoire à l'heure où nous subissons de plein fouet les conséquences du capitalisme et de sa dernière variante, l'ultralibéralisme. Peut-être peut-on trouver l'explication à ce vote dans une abstention massive et croissante (y compris en Belgique, malgré le vote obligatoire). Plutôt que de contester dans les urnes la construction d'une Europe anti-sociale et anti-démocratique, les Européens préfèrent lui tourner le dos. Le problème est que

cette «stratégie» laisse le champ libre aux forces réactionnaires. Une autre raison est très probablement le manque de lisibilité d'un véritable projet de gauche. Des années de renoncement des sociaux-démocrates ont largement brouillé les références idéologiques. On a vu des leaders sociaux-démocrates européens, tel Jacques Delors, orchestrer les processus de libéralisation. On a vu Elio Di Rupo privatiser de nombreuses entreprises publiques. On a vu à l'œuvre Tony Blair ou Gerhard Schröder.

En Belgique, en dehors du PTB qui a un peu progressé (mais sur fond d'une campagne aux accents quelque peu populistes, ce qui pose bien des questions), le bilan de la gauche anticapitaliste, et en particulier du PC, est très mauvais. Divisés, nous perdons en crédibilité et nous n'avancions pas. Le coup de poker «non au MR» d'Elio Di Rupo, même s'il a tout du jeu de dupe, et l'appel à serrer les rangs autour du PS, notamment de la part des syndicats, auront fait le reste. Demeure le problème de l'absence d'une véritable alternative à gauche.

1€

Juillet  
Août 2009 - N° 28

L'invité du DR

**Pierre Eyben :**  
«Sans unité  
la gauche de gauche  
perd en crédibilité»

Élections

**D. Cohn-Bendit**  
**de gauche ?**

**Claude Renard :**  
**L'Action commune ?**

Syndicalisme

**Offensives patronales**  
**contre le droit de grève**

Opinion

**Mainmise du PS**  
**sur la FGTB-CGSP ?**

International

**Iran :**  
**Une nouvelle phase**  
**de la Révolution**  
**de 1979 ?**

**Pérou :**  
**La sanglante vitrine**  
**de la mondialisation**

Histoire

**Nico Hirtt :**  
**Normandie, Kursk :**  
**Où fut vaincue**  
**la Wehrmacht ?**

La seule voie pour sortir de ce marasme est de constituer un rassemblement de la gauche anticapitaliste qui puisse unir toutes celles et ceux qui n'ont pas renoncé à transformer profondément notre région, notre pays et l'Europe afin d'en faire des outils de progrès social dans le respect du cadre naturel qui nous est imposé, à savoir un monde aux ressources finies. Progressent en Europe, les forces qui ébauchent cette recomposition à gauche. C'est donc également le chemin que nous devons suivre. La défaite électorale est peut-être le meilleur stimulus pour initier enfin cette transformation. ●

# Pierre Eyben :

## «Sans unité la gauche de gauche perd en crédibilité»

Militant anticapitaliste «rouge-vert» – comme il se définit lui-même pour souligner son attachement à une approche associant la lutte pour la défense de l'environnement avec celle contre un système qui se base non seulement sur l'exploitation des ressources humaines mais également sur celles de la nature – Pierre Eyben a été, entre autres, un des fondateurs de la plateforme anticapitaliste «*À contre courant*» et du collectif «*Démonteurs de pub*».

Plus récemment il est devenu un des deux porte-parole du PC W-B et vient de conduire la liste PC-GE pour les élections européennes. C'est à ce titre qu'il nous fait part de son analyse et de ses impressions sur la campagne elle-même, ses résultats et les enseignements politiques que nous pourrions en tirer.

**Le Drapeau Rouge:** Voilà que les «conditions objectives», pour reprendre une vieille phraséologie de la gauche marxiste, n'ont jamais été si mûres pour, au minimum, améliorer nos rapports de force avec l'adversaire et voilà que la population belge et les peuples d'Europe semblent voter massivement en faveur des forces les plus conservatrices...; comment expliquez-vous ce comportement politique?

**Pierre Eyben:** Oui, c'est un peu contradictoire de prime abord, même s'il faut noter qu'en Europe ni la gauche écologiste ni la gauche social-démocrate qui sont quand même les plus importantes n'ont entamé le début du commencement d'une critique du système capitaliste. Ceci montre combien ces formations sont aujourd'hui totalement intégrées au système. La



gauche de gauche a elle tenté d'ouvrir le débat mais avec peu d'échos et de succès. Je crois que nous percevons encore mal à quel point le capitalisme a percolé dans les comportements et dans les têtes de la population. Des propositions de rupture (comme une réorientation de la fiscalité vers le capital plutôt que vers les travailleurs, ou la diminution légale du temps de travail) semblent irréalistes pour de nombreux citoyens. Notre défi, c'est de leur démontrer que c'est au contraire la plus réaliste et en vérité la seule des issues.

**Le DR:** Divers textes officiels du Parti (communiqués, discours de campagne, etc.) ont mit lourdement l'accent sur la dénonciation des dérives, voire des complicités du Parti socialiste et d'Ecolo, avec les politiques néo-libérales des derniers gouvernements. Est-ce que cet «accent» ne risquait pas de susciter une certaine confusion dans l'électorat disposé plutôt à identifier

l'adversaire principal, disons au MR ou à la liste Dedecker?

**P.E.:** Nous avons toujours expliqué clairement que notre adversaire politique était la droite et bien évidemment plus encore la droite qui fleurte avec les thèses extrémistes comme c'est le cas de LDD ou de la NV-A. Cependant, le défi pour nous, c'est aussi de démontrer que si le PS se dit de gauche, dans les faits sa politique depuis plus de 20 ans est loin de justifier ce qualificatif. Nos souhaits que se joignent à nous les socialistes qui n'ont pas renoncé à leurs idéaux de transformation de la société afin de renverser le rapport de force à gauche. Il en va de même concernant ECOLO qui effectue un virage centriste marqué. Tout le show autour de la bonne gouvernance – comme si la politique était un concours de vertu – montre bien à quel point la tête d'ECOLO n'a plus le cœur à gauche.

**Le DR:** Revenons un peu sur le terrain même de la campagne. Quelles furent pour vous les moments les plus exaltants?

**P.E.:** Chaque fois que nous avons eu l'occasion d'entamer une discussion un peu approfondie avec des personnes ouvertes à la discussion, nous avons fait avancer nos idées et démontré que nous présentions un vrai projet de société alternatif. Le problème c'est que les médias, et *a fortiori* pour nous qui y avons une si petite place, imposent un timing qui ne permet pas de présenter nos idées avec la profondeur voulue.

Ces derniers mois, nous faisons de nombreux nouveaux membres. C'est sur cette énergie nouvelle que le parti devra s'appuyer afin d'aller résolument de l'avant dans sa volonté de transformation et de recomposition de la gauche anticapitaliste et marxiste.

**Le DR:** ...et les plus pénibles?

**P.E.:** Sans parler des résultats chiffrés très décevants et inattendus, disons que c'est l'échec que nous avons connu lorsque nous avons tenté de mettre sur pied une liste unitaire pour l'Europe. Sans unité la gauche de gauche perd en crédibilité.

**Le DR:** Sauf erreur, tout le monde se veut ou se dit «unitariste» dans la galaxie de la gauche dite «radicale»; des rencontres, des négociations ont pourtant eu lieu avec des résultats très, très mitigés. Une esquisse d'explication de ces échecs?

**P.E.:** Il y a des raisons objectives, comme une perception différente sur la capacité de s'appuyer sur une Europe refondée, afin d'inverser la tendance actuelle, ou sur la prise en compte de la réalité régionale de notre pays. Mais il y a aussi beaucoup de mauvaises excuses, de rancœurs personnelles, de sectarismes non avoués qui polluent le débat. Je crois que les personnes de bonne composition des divers «camps» – que je crois majoritaires même si elles ne sont pas toujours celles qui crient le plus fort – doivent vraiment s'imposer afin de repartir de l'échec quasi généralisé de la gauche de gauche divisée, pour trouver les voies de l'unité très rapidement. Et cette unité doit être réelle, ne pas juste constituer une union de circonstance sans identité propre. Faire l'unité, c'est accepter de faire des compromis en comprenant que ce que l'on perd de prétendue pureté idéologique (par ailleurs stérile), on le gagnera en diversité et en efficacité. Le *corpus* commun n'est pas négligeable. Les pratiques et implantations sociales différentes peuvent constituer une richesse. Cela dit, l'unité doit aller bien au-delà d'une union des (plus ou moins) petites formations existantes. On doit offrir un espace ouvert pour toutes celles et tous ceux qui veulent composer une force politique qui refonde une gauche alternative, puisant le meilleur des traditions socialistes, communistes, écologistes et même libertaires.

Par ailleurs, je reste quand même interloqué par la position de la FGTB qui constate depuis des années combien le PS mène une politique contraire à l'intérêt des travailleurs avec des mesures comme le *Pacte des générations* ou les intérêts notionnels – et qui lance même une campagne sur la rupture nécessaire avec le capitalisme – mais, le temps des élections venu, la FGTB appelle massivement à voter PS plutôt que favoriser la mise en place d'une force politique anticapitaliste unitaire à gauche du PS. À Liège, où la FGTB a fait un appel clair et a participé à des meetings avec le PS, cela signifie faire élire quelqu'un

comme Michel Daerden, qui déclare pourtant publiquement qu'il défend le capitalisme. En faisant cela, ils affaiblissent la gauche de gauche mais ils s'affaiblissent eux-mêmes aussi car c'est un terrible aveu de faiblesse vis-à-vis du PS qui peut se dire que quelles que soient les mesures antisociales qu'il cautionne au pouvoir, le temps venu il reçoit quand même le soutien du syndicat. Il est de l'intérêt même des travailleurs de rompre cet automatisme comme le fait davantage la Fédération des Métallos de la même FGTB.

**Le DR:** Parmi les composants les plus importants, la LCR et le PTB ont eu des attitudes différentes par rapport à une perspective unitaire. Qu'est-ce que vous pouvez reprocher à la LCR?

**P.E.:** Je crois que du côté de la LCR, il y a eu pour certains la volonté d'importer le débat français. Des personnes de la LCR – alors que l'on tentait difficilement de proposer des solutions unitaires – ont joué à mettre de l'huile sur le feu avec beaucoup de mauvaise foi. Je m'en voudrais de ne pas signaler que d'autres personnes à la LCR ont joué très correctement le jeu, mais elles ont été minorisées dans leur organisation. J'espère que les «identitaires» voient bien aujourd'hui que personne ne sort gagnant de la division. Chez nous, l'effet *Besancenot*, pourtant joué à l'extrême, a été très faible sinon du point de vue de la couverture médiatique. En France, c'est bien le Front de Gauche qui a joué l'unité qui sort renforcé de l'élection.

**Le DR:** ... et au PTB?

**P.E.:** Pendant des années, le PTB s'est bâti sur son opposition au PC qualifié de réformiste et a soutenu la politique menée sous Staline en URSS, celle menée en Chine ou encore le régime nord-coréen. Le débat était donc très difficile avec un parti comme le PC qui a été précurseur dans la dénonciation des erreurs du socialisme dit réalisé. Ces dernières années il connaît une transformation profonde mais difficilement analysable. Sur le plan national, le PTB a adopté une politique totalement réformiste mettant en avant des mesures pratiques susceptibles de toucher la population. Si nous partageons l'essentiel de ces propositions pratiques, il faut quand même noter que certaines ne sont même pas, à proprement parler, de gauche (modèle *Kiwi*, suppression de la

télé-redevance,...). Mais sur le plan international, le PTB maintient ses liens privilégiés avec les dernières formations à se revendiquer du stalinisme. Il semble que l'on a glissé sous le tapis l'idéologie passée plutôt que l'on en a tiré un bilan critique. Il y a ici, un abcès que le PTB devra bien percer même si ce n'est pas à nous de leur dire quand et comment. Cela étant, il serait sot de nier qu'il y a une évolution certaine du PTB avec l'arrivée de nouveaux membres, et que cette transformation du PTB s'accompagne d'une attitude bien plus ouverte et positive à l'égard entre autre du PC. Depuis plus deux ans, les relations sont bonnes. On a des divergences mais on se parle avec respect. C'est pourquoi, malgré des doutes sur l'évolution du PTB, pour la première fois, deux fédérations (Liège et Bruxelles) ont voté en faveur d'un cartel incluant (également mais pas exclusivement) le PTB. Pour diverses raisons, celui-ci n'a pu finalement se concrétiser. Aujourd'hui, le PTB sort renforcé du scrutin (mais en ayant fait une campagne «nez rouge» qui a pu lui amener un électorat purement contestataire) et nous-mêmes sortons affaiblis. Il faudra voir si cela influera sur la volonté unitaire.

**Le DR:** ...et, dans un effort auto-critique, au Parti Communiste?

**P.E.:** Nous sommes très impliqués dans le Parti de la Gauche européenne qui constitue une recomposition anticapitaliste plurielle dans laquelle se retrouvent écologistes radicaux, socialistes et communistes de divers courants. Nous avons pensé que le travail fait au niveau européen pourrait aider à créer l'unité chez nous. C'est le contraire qui s'est produit. En raison de notre congrès fin 2008, nous sommes également venus beaucoup trop tard avec nos propositions unitaires. Enfin, je pense que nous avons sous-estimé les capacités militantes de la LCR et du PSL. Les diverses responsabilités, lesquelles sont partagées, étant posées, je crois que l'essentiel n'est pas de rester bloqués sur ce passé récent mais bien de voir devant nous. En Wallonie et à Bruxelles comme partout en Europe, nous avons besoin d'un front uni de la gauche de gauche qui permette de créer une alternative plurielle et crédible à la gauche du PS et d'ECOLO.

Propos recueillis par

**PABLO RODRIGUEZ**

## Communiqué du Parti communiste

**À propos des élections régionales et européennes****Un résultat décevant et inattendu**

Ces derniers mois, de nombreux militants ont rejoint notre parti, toutes nos fédérations ont vu le nombre de leurs membres progresser, des sections se sont (ré)ouvertes. Au cours de cette campagne, le travail militant fourni aura également été plus important que lors du scrutin de 2007 (affichage mais surtout distribution de centaines de milliers de tracts,...) et la couverture médiatique modeste mais en progrès. Pourtant, malgré quelques petits succès locaux, nos résultats sont très décevants et nous perdons plus de la moitié de notre électorat par rapport 2007.

D'ores et déjà, on peut penser que plusieurs éléments peuvent expliquer cet échec :

- ☞ la dispersion des listes de la gauche anticapitaliste,
- ☞ une campagne de propositions trop peu lisible de notre part,
- ☞ le choix d'une dénomination (PC-GE) trop difficile à comprendre pour nos électeurs, d'autant plus qu'elle apparaissait très tardivement,
- ☞ et enfin des appels au vote utile lancés par le PS et la FGTB afin de faire barrage au MR.

À Bruxelles, le cartel PC-PSL-LCR-PH n'a pas, non plus, obtenu les résultats escomptés.

Dans les prochaines semaines, notre parti analysera cette situation plus finement et en tirera les conséquences qui s'imposent. Au-delà de ces constats peu réjouissants, le PC tient à remercier celles et ceux (plus de 8000 personnes) qui lui ont accordé leur confiance, ainsi que son partenaire électoral dans les régions et à l'Europe, le Parti Humaniste. Une chose est certaine, nous ne baisserons pas les bras et continuerons à populariser nos propositions de changement.

**Analyse de la gauche en Europe**

Abstention record et virage à droite, montée des formations xénophobes et populistes dans plusieurs pays, recul historique des formations socialistes, sont les conclusions principales de cette élection européenne. La gauche de gauche incarnée par le groupe GUE/NGL connaît des résultats contrastés (35 députés au lieu de 41 mais dans un Parlement comptant moins de députés), malgré des résultats encourageants en

Allemagne (avec 8 députés pour *Die Linke*), en France (avec 5 députés pour le *Front de Gauche*) ou au Portugal (le PCP et le *Bloco* enregistrent une forte progression). Force est de constater que la conversion de la social-démocratie au «social-libéralisme» depuis plusieurs décennies a largement affaibli l'idée même d'alternative, et cela au moment où la crise du système capitaliste s'aiguise et exigerait des réformes de gauche profondes dans toute l'Europe.

**En Wallonie et à Bruxelles**

Un des enseignements de cette campagne est sans doute qu'attaquer le PS uniquement sur les «affaires» et par sa droite, n'a pas convaincu massivement l'électorat. S'il recule, le PS ne connaît pas la débâcle annoncée. Ecolo est en net progrès même s'il n'obtient pas les résultats que les sondages lui promettaient. L'extrême-droite disparaît et nous nous en réjouissons. Le MR, qui rêvait de devenir le premier parti, doit remiser ses ambitions hégémoniques. Le CDH de Joëlle Milquet arrive désormais en quatrième position en Wallonie et en Communauté française. Au total, ces élections ne montrent certainement pas une adhésion populaire aux thèses ultra-libérales en Wallonie et en Communauté française. C'est là une leçon essentielle du 7 juin qu'il s'agira de rappeler à celles et ceux qui négocient les majorités régionales et nous représenteront au Parlement européen. Concernant l'évolution de la gauche anticapitaliste en Belgique, force est de constater que si nous sommes les perdants, il n'y a pas véritablement de gagnants. La LCR, malgré d'importants relais médiatiques et l'engagement d'Olivier Besancenot, ne perce pas. La liste CAP D'Orazio fait un score comparablement faible. Quant au PTB, malgré une plus forte présence médiatique (ce qui est nouveau) et militante, il ne réalise qu'une avancée modeste au regard de ses espérances (en particulier à Bruxelles) et principalement dans les bastions où il a des élus locaux.

**En conclusion**

Devant nous demeure le principal défi : celui de la création d'une force politique à la gauche du PS et d'ECOLO afin de mettre en avant des solutions concrètes pour rencontrer les défis sociaux, économiques et écologiques.

Bruxelles, 12 juin 2009,

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE



# Daniel Cohn-Bendit est-il de gauche ?

**Communicant exceptionnel, figure historique de mai 68, Daniel Cohn-Bendit jouit d'une aura certaine au sein de la gauche. Sa présence vient de permettre à la liste *Europe écologie*, rassemblement pourtant très hétéroclite d'environnementalistes de diverses tendances, de se positionner comme troisième force politique au scrutin européen en France, talonnant un PS en pleine déconfiture (électorale comme idéologique). Daniel Cohn-Bendit est-il pour autant encore un homme de gauche ? À le lire, on peut en douter.**

Aujourd'hui, Daniel Cohn-Bendit donne le *la* du groupe des verts au niveau européen. Le 7 juin, figurait notamment sur la liste environnementaliste qu'il conduisait, José Bové, ex-dirigeant de la confédération paysanne, ex-opposant au Traité de Lisbonne, ex-candidat de la gauche de gauche à la présidence française et qui, le 27 mars dernier, déclarait encore qu'écologie et capitalisme étaient incompatibles. José Bové n'a manifestement pas lu ce qu'a écrit Daniel Cohn-Bendit et notamment

dans un livre intitulé *«Une envie de politique»* qu'il publia en 1998 aux éditions *La Découverte*. On peut y lire : *«Je suis pour le capitalisme et l'économie de marché»*.

Soit, il serait possible selon certains (dont je ne suis pas) d'être de gauche ET partisan du capitalisme : le capitalisme pour produire des richesses et la gauche pour les répartir justement. Seulement, on lit encore dans le même livre *«Si Renault peut produire moins cher en Espagne, ce n'est pas scandaleux que Renault choisisse de créer des emplois plutôt en Espagne»*<sup>1</sup>, ainsi que *«Il faut admettre que les machines travaillent sept jours sur sept, donc admettre le travail du week-end»* ou encore *«J'ai toujours été hostile aux horaires obligatoires d'ouverture des magasins»*. Là, cela ressemble franchement à un discours de droite, non ?

Et en matière d'enseignement, où en est l'ancien leader étudiant ? Il écrit dans le même *opus* qu'il n'est pas opposé à l'appel aux fonds privés pour les établissements scolaires afin de créer de *«véritables joint-ventures avec les entreprises»* et ajoute que *«naturellement, l'industrie participerait aussi à la définition des contenus de l'enseignement, contrairement à ce que nous disions en 1968»*. Ici encore, cela ne «tire pas vraiment à gauche».

Concernant un autre cheval de bataille de la gauche, les services publics, outil de solidarité central pour une politique de gauche, que dit Cohn-Bendit ? Dans son livre, il écrit : *«Je suis très ferme sur le déficit public. Par principe, tout écologiste conséquent doit être pour une limitation des dépenses publiques»*. Et dans *Libération*, le 6 janvier 1999, il déclare *«Des services comme le téléphone, la poste, l'électricité n'ont pas de raison de rester dans les mains de l'État. [...] Il n'y a pas de raison qu'il existe un service public de télévision»*.

Certains voudraient aujourd'hui faire croire que l'écologie peut s'exonérer du clivage gauche-droite, qu'elle serait «au-dessus». L'expression est jolie mais elle cache mal une conversion croissante aux thèses néolibérales. À lire Daniel Cohn-Bendit, on se dit que «au-dessus» veut dire pour certains écologistes *«avec ceux d'en haut»*. Dès lors, disons-le sans fard : si les écologistes sont désormais «au-dessus», nous sommes «en-dessous», de gauche et en-dessous.

PIERRE EYBEN

<sup>1</sup> En septembre 2000 à Jouy-en-Josas, invité de l'Université d'été du MEDEF (les patrons français), tout un symbole, il déclarait *«Votre question le capitalisme est-il moral?, ne m'intéresse pas. Arrêtez! Laissez ça aux curés! Le souci des capitalistes, c'est de gagner et ils ont raison»*.

## «Vinciane D.», sans domicile fixe y compris dans sa liste électorale

Quand la vie est dure il est normal que l'élection le soit aussi, non ?

Vinciane D. voulait se présenter aux élections régionales sur la liste PC-PSL-LCR-PH. Mais la vie, ou plutôt le Tribunal de Première Instance de Bruxelles, en a décidé autrement. Ce dernier a établi doctement que Vinciane ne pouvait être candidate aux élections car elle était sans domicile connu au 7 décembre 2008, six mois avant les élections. Elle était donc fautive eu égard aux règlements électoraux.

Le même Tribunal n'a pas estimé opportun de suivre l'esprit de cette loi et de se dire que se trouver sans domicile,

ce n'est pas une chose que l'on fait par caprice, simplement parce que c'est cool ! Non, si on se retrouve sans domicile, c'est qu'on connaît ce que l'on appelle en jargon politiquement correct «un accident de vie».

Et que «l'accident de vie» a une ou plusieurs causes : précarité, inadaptation aux offres chaque fois plus rares du marché de l'emploi, pas de contacts sociaux autres que ceux de son milieu, etc. Bref, notre «pré» candidate avait le profil même de l'égaré(e) dans cette société (magistrature comprise, visiblement), qui n'accepte pas facilement les «loosers».

Ainsi donc, Vinciane D., veuve, au chômage, incapable de payer un loyer, a dû prendre un domicile «de référence» à l'adresse du CPAS de son quartier. Pas assez «domicile» et/ou pas assez «fixe» selon l'honorable Tribunal.

Et là, elle que voulait naïvement représenter ses semblables se voit rapidement remise à «sa» place, la vraie : Eh bien non ! Tu ne peux pas Vinciane ! Tu n'as qu'à avoir un domicile connu. Comme tout le monde (enfin, presque) !

ROLAND NYNS,

Tête de la liste PC-PSL-LCR-PH

# Et si on reparlait de l'Action commune?

**Va pour l'Olivier... Sans manquer de respect aux Jamaïquains, disons que la Jamaïquaine que certains nous préparaient dans leur arrière-cuisine faisait penser à une de ces salades exotiques particulièrement indigestes, du moins pour bon nombre d'estomacs wallons et francophones.**

De cet Olivier, on attend maintenant les premières olives éthiques tout en sachant déjà que leurs noyaux budgétaires feront courir des risques à pas mal de dents. Pour le reste, il n'y a pas de surprise. Tout confirme une opinion exprimée récemment par le politologue Vincent De Coorebyter et le sentiment qu'avait partagé plus d'un observateur à l'issue du débat télévisé opposant Elio Di Rupo à Didier Reynders durant la campagne électorale: en déclarant que son parti ne gouvernerait pas avec le M.R., le président du P.S. avait «*changé le thème de la campagne*»<sup>1</sup>. Dès ce moment, en effet, bien des électeurs rendus hésitants par les «affaires» (entre autres), mais soucieux de l'avenir du pays sur le plan social, ont estimé que, pour émettre un vote utile, il fallait nécessairement voter socialiste, ce qui explique le résultat relativement satisfaisant du P.S. par rapport à la tendance générale enregistrée au niveau européen.

Il est normal que le ralliement des écolos et du C.D.H. à l'Olivier ait été accueilli favorablement par les gens de gauche qui n'apprécient pas la politique du pire, y compris les communistes (même si leur parti a subi le contrecoup du vote «utile»), et il n'y a là rien que de très logique puisque la principale motivation de leur entrée en lice fut justement de contribuer à la radicalisation de toute la gauche face à la crise et aux pressions de l'ultra-libéralisme.

Quant aux intentions des uns et des autres, il n'y a aucune raison de les mettre en doute. Mais la question qui



René Beelen († février 1966)

se pose aujourd'hui n'est pas là. La question est plutôt de savoir comment une telle coalition va s'y prendre pour endiguer les pressions de l'ultra-libéralisme, étant donné que celles-ci vont encore s'accroître, et pas un peu, dans une Europe où l'hégémonie politique des forces de droite vient à nouveau de s'amplifier. On se le demande avec d'autant plus de bons motifs que l'expérience des trente dernières années montre que nos dirigeants réels, les potentats de la haute finance, et les institutions qui orchestrent leur politique à l'échelle mondiale, n'ont pas forcément besoin de leurs chers partis libéraux, toujours et partout, pour imposer leurs vues, et qu'ils peuvent très bien tolérer quelques variations d'ordre tactique quand l'opportunité s'en fait sentir. C'est ce que l'on a pu vérifier à maintes reprises et un peu partout en cas de coalition centre gauche, le centre ayant alors une évidente propension à tirer la gauche vers la droite pour être sûr de rester immobile.

Or, c'est précisément à cette situation de plus en plus néfaste qu'une gauche digne de ce nom devrait s'attacher à

mettre fin, étant entendu qu'on peut penser cela sans contester pour autant, dans l'état actuel des rapports de force, que la défense des conquêtes sociales du passé constitue un objectif majeur. Mais, là aussi, une longue expérience s'avère concluante: s'il faut certes défendre les conquêtes du passé, tout indique qu'une politique purement défensive ne permet pas d'obtenir des résultats à la mesure des exigences de notre époque. Il devient de plus en plus urgent, pour la gauche, de reprendre l'initiative, donc de retrouver la capacité de concevoir un nouveau projet de société – société plus démocratique, plus solidaire, plus écologique, plus humaine –, et de le concrétiser avec l'appui actif des citoyen(ne)s.

**On aurait tort de croire que les réalités du terrain ne s'y prêtent pas.**

L'Action commune s'est récemment reconstituée avec une F.G.T.B. qui a heureusement précisé ses positions anticapitalistes à la lumière de la crise dont le monde est en train de souffrir et dont les effets ne vont pas disparaître comme par enchantement. Dès lors, ne serait-il pas opportun de relancer, éventuellement sous des formes nouvelles, l'idée qui fut émise un jour par le leader communiste liégeois René Beelen<sup>2</sup>, en l'occurrence ne conviendrait-il pas d'envisager comme souhaitable et de rendre possible à terme l'adhésion à ladite Action commune d'autres organisations qui pensent, elles aussi, que «*le capitalisme nuit gravement à la santé*»?

Cela ne pourrait que favoriser la cohésion des forces progressistes, face aux mêmes adversaires, et la cohérence d'un combat politique que l'on peut qualifier de libérateur.

**CLAUDE RENARD**

<sup>1</sup> Le Soir, 13-14 juin 2009.

<sup>2</sup> Qui reprenait lui-même en l'aménageant une idée émise par Joseph Jacquemotte en 1936.

# Offensives patronales: Les actions juridiques contre le droit de grève

Dans son dernier rapport, consacré aux violations des droits syndicaux dans le monde (Rapport du 10 juin 2009 : voir le site <http://survey09.ituc-csi.org>), la Confédération Syndicale Internationale dénonce le fait qu'«en Belgique, plusieurs multinationales ont submergé les tribunaux de recours demandant l'interdiction de certaines formes d'action collective, comme les piquets de grève, qui ont donné lieu à des arrestations et à des affrontements entre les travailleurs et la police lorsque celle-ci appliquait les décisions judiciaires». Ces actions judiciaires s'inscrivent manifestement dans le cadre d'une stratégie patronale globale qui, partout dans le monde, vise à réprimer les actions syndicales par le recours à la justice.

La Belgique a ainsi connu une épidémie de recours en justice dont le but était d'empêcher la constitution de piquets de grève, même à travers des ordonnances préventives émises par certains juges à la demande des patrons.

## Italian Automotive Center

À ce propos, le cas de l'entreprise IAC (Italian Automotive Center S.A.), distributeur en Belgique de plusieurs marques de voitures italiennes, est particulièrement révélateur. En décembre 2008, la direction d'IAC décide de restructurer l'entreprise et de licencier

vingt-quatre travailleurs (dont douze délégués syndicaux !). Parallèlement, afin d'éviter les contraintes de la Loi Renault, elle scinde la société en seize entités juridiquement distinctes. Les travailleurs décident alors d'occuper le siège d'IAC à la Chaussée de Louvain, à Bruxelles. La direction répond par le licenciement pour faute grave de cinq de ces travailleurs (dont trois délégués syndicaux) ayant participé à l'action, fait appel à la justice pour obtenir la fin de l'occupation et tente même d'obtenir des tribunaux la levée de la protection des délégués syndicaux. Face à cette offensive patronale, l'après-midi du 10 avril, le personnel et les délégués retiennent la direction dans les locaux d'IAC, une action rapidement qualifiée par les patrons de «séquestration» et de «prise d'otages»...

De procédures juridiques en manœuvres d'intimidation patronales, le conflit chez IAC dure ainsi depuis plusieurs mois. Lors d'une assemblée générale du personnel, le 15 juin, la direction a confirmé le licenciement des vingt-quatre travailleurs, ce que refusent légitimement les syndicats.

## Intermarché

Les ouvriers du Centre logistique d'Intermarché, à Villers-le-Bouillet, sont partis en grève le 14 juin pour protester contre l'augmentation des



cadences qui leur sont imposées, dans le cadre d'un travail de manutention particulièrement éreintant. La direction a alors introduit une requête unilatérale auprès du tribunal de première instance de Huy qui a ordonné, via un huissier, une astreinte de 500 euros par jour contre toute personne qui bloquerait l'accès aux dépôts du centre. Les travailleurs ont dès lors quitté le site d'Intermarché et ont simplement occupé la voirie, empêchant toujours le passage des camions. Le 20 juin, un huissier s'est à nouveau présenté sur le site, accompagné cette fois des grands moyens (nombreux policiers et auto-pompe !) afin d'imposer le passage des camions, après quoi le piquet de grève s'est remis en place. Après que le dialogue ait enfin été renoué avec la direction, la grève a pris fin le mercredi 24 juin.

À travers les cas d'IAC, d'Intermarché et d'autres (Carrefour, UCB, etc.), se dessine une tactique qui vise à discréditer l'action syndicale, à la marginaliser, à la criminaliser et à l'exclure du champ du droit au travail. Malheureusement, ces procédures s'avèrent parfois efficaces, car intimidantes pour des travailleurs déjà fragilisés par les menaces qui pèsent sur leur emploi. Un aspect de plus, particulièrement cynique, de la stratégie patronale dont l'objectif est de façonner une main d'œuvre de plus en plus précarisée, démobilisée, et donc docile et corvéable...



## Procès du Setca Bruxelles La vérité judiciaire et la vérité ... tout court

Le 9 avril dernier, le Tribunal correctionnel de Bruxelles a prononcé un jugement dans la mal nommée «Affaire Faust». On est loin pourtant d'avoir dénoué la crise qui a éclaté en 2003 avec le licenciement d'Albert Faust, secrétaire général du Setca à l'époque et la mise sous tutelle fédérale du syndicat régional de BHV. On est loin également de pouvoir tirer des conclusions définitives après ce jugement.

Nous ne pouvons dès à présent que nous indigner de certaines clauses de ce jugement où le procureur du roi et la présidente du tribunal donnent des leçons de syndicalisme et bafouent la mémoire de notre camarade Albert.

Bien que décédé, Albert Faust, qui n'avait pas d'avocat, en a pris plein la gueule... La juge l'a même accusé de s'être déchargé de toute faute sur les autres lors de son interrogatoire. Ce qui est faux : il disait seulement que les questions financières ne l'intéressaient pas, ce qui l'intéressait lui c'était la politique syndicale. Comment une juge qui ramène un conflit politico-syndical de fond à des «luttres claniques» et montre par là sa méconnaissance du contexte pourrait-elle avoir un jugement juste ! Comment un procureur du roi peut-il donner des leçons de morale sur le syndicalisme auquel il ne comprend rien !

Le Tribunal a condamné plusieurs camarades, collaborateurs du Setca qui travaillaient avec Albert Faust, mais ceux-ci ont rejeté une fois de plus les accusations et vont en appel. Le procès n'est donc pas encore terminé. Mais les «jugements» prononcés à propos de la personnalité et surtout de l'activité syndicale d'Albert Faust sont sans appel. Ce n'est pas au Palais de justice que les syndicalistes doivent en appeler, mais bien au mouvement syndical lui-même, et il ne faut pas considérer «l'affaire Faust» comme clôturée. Nous voulons rétablir la vérité «tout court» au lieu de la vérité judiciaire.

CLAUDINE PÔLET

# Mainmise du PS sur la FGTB-CGSP ?

**La FGTB-CGSP est-elle encore indépendante par rapport au Parti Socialiste ? A-elle encore la liberté de mener les actions favorables aux intérêts de ses affiliés ?**

Nous sommes en droit d'en douter suite au passage, à l'occasion de chaque élection, d'élus syndicaux sur les listes du PS ainsi que leurs nominations à des postes dans les ministères dirigés par les socialistes.

Nombre d'élus syndicaux ont fait campagne pour le PS à l'occasion de ces dernières élections régionales et européennes. Ils affichent clairement leur appartenance au PS. Il en a été jusqu'aux consignes de vote pour le PS auprès des affiliés FGTB-CGSP.

Certes, nous osons l'espérer, la FGTB-CGSP est un syndicat de gauche. Mais lorsque le PS est au pouvoir son comportement ne se différencie pas beaucoup de celui de ses partenaires de droite.

Rappelons-nous les grandes grèves des enseignants dans les années nonante. Suite au vote en 1988 de la communautarisation de l'enseignement et le fonctionnement en enveloppe fermée, le ministre en charge à l'époque, Elio Di Rupo, ordonne fusions et fermetures des petites écoles ainsi que le blocage des salaires afin de réaliser des économies d'échelle. Plus tard, en 1995, c'est Laurette Onckelinx qui supprime 3000 emplois dans l'enseignement pour ne pas dépasser l'enveloppe fixée en 1989.

Dans les 2 cas, les enseignants se mobilisent et mènent des actions dures et de longue haleine pour faire valoir leurs droits et s'opposer aux décisions des ministres socialistes. Dans les deux cas, la CGSP met un terme aux actions, se concerte avec les ministres socialistes et déçoit les profs en colère.

Nous avons été témoins de ces comportements par le passé et le danger se précise à nouveau. À l'heure où paraissent ces lignes, la régionalisation de l'enseignement est en marche avec un risque de privatisation de l'enseignement qualifiant.

Autre danger, la participation du CEGEC aux négociations sectorielles. Jusqu'à présent, les conventions sectorielles, l'équivalent des conventions collectives pour l'enseignement, se déroulent en bipartite, c-à-d syndicats face au pouvoir communautaire. Le CDh demande depuis longtemps la participation du CEGEC, pouvoir organisateur du réseau libre confessionnel, aux négociations sectorielles. La catastrophe est prévisible : syndicats=1 voix ; pouvoir communautaire=1 voix ; CEGEC=1 voix. S'il y a entente entre pouvoir communautaire et CEGEC, les syndicats seront minorisés et les conventions sectorielles décidées selon les intérêts des patrons de l'enseignement.

La tripartite semble être la monnaie d'échange du PS au CDh pour une participation au pouvoir. Le projet, bien que déjà voté au parlement de la Communauté française, a été renvoyé par le PS au conseil d'état pour examen, c'est ce que l'on appelle «une mise au frigo». Rien ne va empêcher le PS, trop content de participer à la majorité symétrique Wallonie-Bruxelles, de laisser s'appliquer la tripartite pour remercier le CDH. Tout ceci se fera avec la participation de la CGSP, trop heureuse pour sa composante wallonne d'avoir obtenu la régionalisation de l'enseignement, au grand dam de leurs camarades bruxellois.

Comme nous le voyons par ces exemples, les arrangements entre FGTB-CGSP et PS ne sont pas nouveaux. Les affiliés sont floués car les intérêts politiques priment sur la condition des travailleurs. À quand une exigence de bonne gouvernance pour les élus syndicaux au sein de la FGTB-CGSP ? Il faut interdire le cumul, dans notre cas toute appartenance à un parti au pouvoir et poste d' élu dans l'appareil syndical.

Nous plaçons pour une réelle autonomie du syndicat de gauche FGTB-CGSP et le refus de la subordination au PS de cette organisation des travailleurs progressistes.

**BALBI MARTINEZ-RIVERO**  
Enseignant

# Comment lutter contre les inégalités sociales à l'école?

Le thème de la lutte contre les inégalités sociales dans l'enseignement est à l'ordre du jour depuis des décennies. En février 1974, par exemple, les *Cahiers marxistes* m'ont permis d'en publier un bilan. On parlait alors de «handicaps socioculturels».

Sous un régime socialiste, comme en République démocratique allemande dans les années 70, sur 100 étudiants inscrits dans les universités, on comptait 58 fils d'ouvriers et de paysans, 17 fils de l'intelligentsia et 26 fils d'employés. L'enseignement y était entièrement public, tous les enfants de 7 à 16 ans suivaient une formation unique, l'enseignement polytechnique, formation englobant aussi bien l'aspect cognitif, physique, artistique que technique. Les examens étaient les mêmes pour tous et passés au même moment dans tout le pays. Comment sont-ils arrivés à de tels résultats? Tout le monde s'impliquait: parents, enfants, organisations syndicales. Les enfants qui éprouvaient des difficultés étaient parrainés par ceux qui avaient plus de facilités, des cours de rattrapage étaient organisés régulièrement. Les parents éalisaient des responsables à qui incombait l'aide à fournir aux parents dont les enfants éprouvaient des difficultés. Le budget de l'éducation progressait chaque année de 5 % (sans augmentation des prix).

Sous un régime capitaliste, aux États-Unis par exemple, aux lendemains du lancement du premier Spoutnik soviétique, Kennedy s'aperçut que 3 millions d'Américains âgés de plus de 25 ans ne savaient ni lire ni écrire, que 75 % d'Américains blancs sortaient d'une école secondaire pour 40 % d'Américains noirs. Pour lutter contre ces inégalités, un programme d'éducation compensatoire fut lancé en 1964.

En 1973, on tira les leçons de cette campagne: aucun progrès n'avait été réalisé, le pourcentage d'enfants «souffrant de handicaps socioculturels» était toujours le même. L'analyse des subsides fit apparaître que si l'on dépensait aux États-Unis en moyenne

900 dollars par enfant, on n'y consacrait que 750 pour les élèves bénéficiant d'un programme compensatoire. Le pouvoir central voulait des résultats portant sur les connaissances, les éducateurs, eux, s'attachaient à l'épanouissement des enfants... Cette discordance entre les objectifs des uns et des autres entraîna la suppression des subsides.



Goetheschule à Kiel (1950)

En Belgique aussi, des recherches portant sur la compensation de ces handicaps furent subsidiées au début des années 70, aussi bien à l'ULB qu'aux universités de Liège, Gand ou Mons. Sous la direction de J.-P. Pourtois, l'équipe de chercheurs de Mons mit au point un programme d'intéressement des parents au travail de leur enfant, leur fournissant un matériel approprié qui leur permettait d'améliorer le niveau des échanges «linguistiques» avec leur enfant. Le contact entre l'école et la famille était systématiquement organisé, suivi. Son souci de bien ancrer cette recherche dans la réalité du terrain l'avait amené à intégrer dans son équipe Jean Auverdin, instituteur pilier du *mouvement Freinet*.

Val Duchesse mit le holà à ces recherches qui prenaient à bras le corps la réalité du terrain. Les subsides ne vont plus qu'aux recherches qui appuient la politique du pouvoir en place: établir les critères de détermination des écoles à discrimination positive, déterminer les bassins scolaires, ces bassins censés résoudre la mixité sociale chers à Arena. Mais qui n'ont pas encore vu le jour grâce à l'opposition de la CGSP qui y voit, avec raison, l'absorption du service public par le privé... et donc une inégalité sociale renforcée.

Le décret sur la mixité sociale en est un avatar plus subtil. Il n'est visiblement qu'un effet de manche.

Pour lutter contre l'inégalité sociale n'est-il pas plus efficace de diminuer les normes de population? Alors pourquoi le PS et le CDH ont-ils cédé face au Secrétariat général de l'enseignement

catholique en renonçant à l'obligation de réduire le nombre d'élèves par classe au premier degré de l'enseignement secondaire, pourtant prévue dans l'accord de la convention sectorielle 2009-2010? Pourquoi nos organisations syndicales, qui ont cosigné une carte blanche soutenant le décret mixité sociale, n'ont-elles pas organisé au moins un arrêt de travail?

On est loin de la CGSP qui pu arracher pour l'organisation du rénové, entre autres conditions, des normes d'un maximum de 25 élèves par classe, avec des demi-classes pour des travaux dirigés, en français et mathématiques.

Lutter contre les inégalités sociales, c'est nécessairement tourner le dos à l'économie de marché, c'est choisir les services publics et donc l'école publique, c'est choisir l'enseignement polytechnique comme formation de base pour tous, c'est veiller à un encadrement compétent. Comme l'affirmait le pédagogue soviétique Makarenko, **des éducateurs qui abordent chaque être humain avec une hypothèse optimiste, au risque de se tromper, exigeront d'autant plus de cet être humain qu'ils l'estiment davantage.**

LOUISE GOTOVITCH

# L'Iran :

## Une nouvelle phase de la Révolution de 1979 ?

**Authentique et massif soulèvement populaire ou gigantesque manipulation avec intervention extérieure ? Colère longtemps contenue d'un peuple ou révolution des «*twitters et mobiles phones*» après celles «*oranges*» de Belgrade et Kiev orchestrées par les services d'intelligence et ses relais internes ? Les événements sont par trop brutaux et encore trop frais pour tirer des conclusions définitives. Ci-après, le témoignage d'un connaisseur qui suscitera sûrement des questions.**

L'Iran vit des heures tragiques et d'une grande importance historique. De larges secteurs de la population, aussi bien à Téhéran qu'en province, viennent de manifester une colère à peine contenue. Ils étaient dans les rues, tantôt en train de poursuivre les membres du *Bassidj*, cette milice volontaire islamique qui blesse et, parfois, tue les manifestants ; tantôt fuyant devant la charge des *Pasdars*, ces gardiens de la révolution qui massacrent les «*infidèles*» qui manifestent dans les rues et réclament la présidence de Moussavi, leur élu. De nouveau, à l'instar de ce qui s'est passé lors de la Révolution de 1978-79, les portes des maisons et des magasins restaient ouvertes, laissant entrer ceux ou celles qui fuyaient ces attaques. Et, en dépit du danger, les manifestations quotidiennes ont continué pacifiquement. Ces multitudes vêtues de vert, la couleur de Moussavi, vont-elles finir par liquider la République islamique d'Iran (R.I.I.) ? Pas sûr !

L'élection présidentielle du 12 juin 2009 constituait un moment critique dans la vie de la R.I.I. Les candidats devaient être approuvés par le Conseil de la Surveillance. Seuls 4 candidats avaient été retenus. Ahamadinéjad (le Président sortant), Moussavi (ancien premier ministre), Karroubi (ancien



président du parlement) et Rézaii (le Général *pasdar*). Les gens, victimes des limitations de la liberté d'expression et d'une oppression grandissante, voyaient dans cet événement une occasion de sortir de leur misère et, surtout, de la menace pesante d'une intervention de grande envergure de l'impérialisme américain et/ou de sa tête de pont au Proche-Orient, Israël. Au fur et à mesure que l'élection approchait et vu l'absence de toute organisation ou tout parti, la population montrait plus d'intérêt et prenait des initiatives spontanées, s'organisait comme elle le pouvait. Le gouvernement, conscient du danger d'une victoire de Moussavi, avait commencé à fermer les journaux et autres médias et à bloquer l'Internet, devenu un outil de communication essentiel, surtout pour la jeunesse.

En l'absence des partis de gauche à l'intérieur du pays, seuls ceux de l'extérieur avaient pris position pour la participation à cette élection. À notre connaissance, seul le groupe MEHR, formé d'anciens membres et cadres du Parti Toudeh (communiste) d'Iran, avait décidé d'inviter les masses à voter pour Moussavi. Les autres, et notamment le Parti Toudeh d'Iran et les Fédaii du Peuple (majoritaire), avaient laissé libre choix aux électeurs, tout en indiquant qu'il ne fallait pas laisser Ahamadinéjad encore quatre années au pouvoir. Dans

sa déclaration du 4 juin 2009, le groupe MEHR disait : «*Notre invitation à une large participation des masses laborieuses à l'élection présidentielle n'est pas basée sur cet espoir vain qu'en plaçant l'une ou l'autre personne à la présidence de la République islamique d'Iran, on pourra supprimer la domination réactionnaire du grand capital et les catastrophes qu'il a suscitées dans la société iranienne en crise, mais c'est grâce à notre analyse de classes de la société issue de la Révolution de 1979 et de l'utilisation de tout moyen, aussi petit qu'il soit, afin de transformer les dimensions de lutte en faveur des masses laborieuses et leurs alliés que cette invitation est lancée. Car malgré les grands pas en arrière faits par les gouvernements successifs en Iran nous ne considérons pas terminés les idéaux de la Révolution de 1979 et croyons que les masses laborieuses et d'autres couches sous oppression ont encore cette possibilité de coordonner leurs luttes éparses pour créer un front uni*» face au capital et leurs représentants.

Et la déclaration continuait : «*Notre appui à Moussavi n'est pas basé sur un espoir optimiste de transformer la R.I.I. par le haut. Mais pour plusieurs raisons suivantes, nous croyons que son élection à la présidence de la République pourra créer un meilleur terrain pour la lutte du peuple iranien et surtout les travailleurs au sein de la société iranienne.*

- *Le passé et l'expérience de Moussavi pendant la période où il était Premier ministre, ont montré sa foi profonde dans les idéaux initiaux de la Révolution de février '79. Il a montré sa capacité de gouverner le pays correctement au cours de la période très complexe de la guerre imposée entre l'Iran et l'Irak et la mise en exécution de sa politique socio-économique en faveur des travailleurs et des masses déshéritées du pays.*
- *Son comportement politique après son écartement de son poste de Premier ministre et son refus de collaborer avec les forces qui, en*

*suivant les recommandations de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ont mené le pays vers le gouffre de la catastrophe économique actuelle, ont montré l'aspect sain de sa personnalité, aussi bien sur le plan politique que personnel.*

- *Ses vues sur les problèmes politiques, économiques et sociaux du pays étaient basées sur l'avis des experts en la matière et sont loin des tapages trompeurs du gouvernement actuel. Le gros de son programme politique, économique et social, étant établi par des experts – même si une orientation générale lui fait défaut – laisse espérer qu'il en fera de même dans sa politique étrangère et se tiendra loin des tapages actuels.*
- *Non seulement le contenu de son programme – en comparaison avec celui des autres candidats – est plus cohérent, plus précis et plus progressiste, mais il est le seul candidat à présenter un programme économique sérieux, bien qu'il présente des lacunes. Sa déclaration des droits de citoyens, bien qu'elle comporte certaines limites, contient beaucoup de principes appuyés par des forces progressistes du pays.*
- *Comparé avec les trois autres candidats, Moussavi pèse plus lourd et jouit d'un appui beaucoup plus considérable dans la structure même du pouvoir de la R.I.I. et par conséquent, on peut s'attendre à ce que la réalisation de son programme rencontrera un plus grand succès».*

La déclaration du 4 juin du Groupe MEHR restait dubitative quant à la viabilité du programme de Moussavi, vu la structure du pouvoir actuel et la domination des classes possédantes. Une structure qui a beaucoup changé depuis 1979 et où, au début de la révolution, l'équilibre des forces était plutôt en faveur des masses laborieuses et révolutionnaires. Aujourd'hui, avec la domination sans partage du grand capital et ses centres mafieux au pouvoir, et surtout avec l'absence d'organisation et de dirigeants conscients parmi les forces populaires, la balance penche d'une manière flagrante au profit des classes rétrogrades. Autrement dit, un gouvernement de Moussavi devrait faire face à la

résistance acharnée de ces centres du pouvoir, s'il respectait son programme. De plus, sans soutien populaire réellement organisé, sans volonté de renforcer les organisations de travailleurs et le syndicalisme (ce qui manque cruellement dans le programme de Moussavi), il n'y aura aucun espoir pour sa réalisation efficace. Dans sa déclaration des droits de citoyens, bien qu'il fasse référence aux articles 43 et 44 de la Constitution (2 articles qui définissaient la structure économique de la R.I.I., basée sur les 3 secteurs d'état, privé et coopératif), il montre sa préférence pour le secteur privé, faisant penser qu'il continuera les mêmes politiques néo-libérales.

responsables devraient être punis.

Mais où va l'Iran ? Extrêmement difficile de répondre à cette question ! Le guide «suprême» de la Révolution, Ayatollah Khaménéii, a menacé clairement le peuple lors de son discours du 19 juin. On a interdit toute manifestation, même pacifique. On a placé Ahmadinejad à la présidence alors qu'il n'avait obtenu que le quart des voix de Moussavi.

D'un autre côté, l'administration de Bush, à l'instar de ce qui avait été réalisé en Yougoslavie, avait déjà prévu une invasion du pays afin de le diviser, et celle d'Obama, qui vient d'accroître le budget de la guerre, semble prête à



Un autre point sur lequel aucun des candidats n'avait pris de position était le massacre des prisonniers politiques en 1988, quand des milliers de prisonniers politiques (on a estimé ce nombre entre 5.000 et 15.000), et notamment tous les dirigeants du Parti Toudeh d'Iran, ont été assassinés sans autre forme de procès. Or Moussavi était Premier ministre en 1988 et il a sa part de responsabilité dans ces assassinats. À ce propos, nous croyons qu'aucun futur dirigeant ne peut vraiment se trouver aux côtés de son peuple sans condamner ces crimes et sans proclamer haut et clair que leurs

suivre son prédécesseur. De son côté, Israël, voulant faire une diversion dans son conflit avec les Palestiniens, s'apprête à frapper l'Iran sous prétexte d'armes nucléaires inexistantes, à l'instar du prétexte des armes de destruction massives en Irak, obligeant ainsi l'impérialisme américain à le suivre dans sa folie meurtrière.

Mais c'est finalement le peuple iranien qui paiera la facture et c'est à nous de le soutenir dans son combat quotidien.

**ALAIN PERSOUIT**

# Pérou :

## La sanglante vitrine de la mondialisation

En lutte depuis le mois d'avril pour le respect de leurs terres ancestrales face à l'appétit des multinationales, les peuples indigènes de l'Amazonie péruvienne ont été réprimés dans le sang le 5 juin dernier par le gouvernement social-démocrate d'Alan García. Cette situation met de nouveau en évidence la guerre sans merci qui sévit en Amérique latine depuis des décennies : celle que mènent les multinationales pour le contrôle des ressources naturelles, au détriment des peuples et de l'environnement.



Grève générale, mobilisations, blocages de routes, prises d'installations pétrolières, les indigènes du département d'Amazonas (dans le nord du Pérou) résistent depuis début avril à l'application de 11 décrets-lois relatifs à l'usage et à la propriété des terres adoptés par le gouvernement en 2008. Les 65 peuples indigènes de la région, regroupés au sein de l'Association interethnique pour le Développement de la Forêt péruvienne (AIDSESP), estiment que ces décrets mettent en danger leur habitat naturel et menacent l'environnement et la biodiversité en laissant le champ libre aux multinationales pétrolières, minières ou forestières. En d'autres mots, ils craignent une véritable privatisation de l'Amazonie.

L'adoption de ces décrets par l'Exécutif social-démocrate (Alan García est l'un des présidents honoraires de l'Internationale socialiste) vise à adapter la législation péruvienne au Traité de libre Commerce (TLC) signé avec les États-Unis et entré en vigueur en début d'année. De plus, d'importantes réserves pétrolières ont été découvertes récemment au Pérou. «Un miracle» selon le président García qui multiplie les initiatives favorables à leur exploitation par des entreprises étrangères, parmi lesquelles figurent la brésilienne *Petrobras*, l'argentine *Pluspetrol* ou

encore le groupe franco-britannique *Perenco*. Approuvés sans aucune consultation des populations concernées, ces décrets-lois violent la Convention n°169 de l'OIT et la Déclaration des Nations-Unies sur les Droits des Peuples indigènes qui obligent les autorités publiques à garantir le plein respect des droits des communautés sur leurs terres traditionnelles, sur leurs ressources ainsi que leur consentement libre, préalable et informé.



### Un bilan contesté

Le 5 juin, la police a tenté de disperser un blocage de route dans la province de Bagua et a ouvert le feu sur les manifestants depuis des hélicoptères, provoquant la réaction violente des personnes présentes. À l'heure d'écrire ces lignes, le bilan officiel affiche 9

morts chez les manifestants et 25 du côté des forces de l'ordre. Cependant de nombreuses sources alternatives mettent ces chiffres en doute et parlent de plusieurs dizaines de victimes chez les indigènes, ainsi que d'environ 150 détenus. L'état d'urgence a été décrété dans la région, ainsi que la suspension des garanties constitutionnelles et un couvre-feu après 18 h.

Trois jours plus tard, la ministre de la Femme, Carmen Vildoso, a remis sa démission en dénonçant «le manque d'autocritique du Ministère de l'Intérieur» après le fiasco de l'opération de Bagua. Par ailleurs le président de l'AIDSESP, Alberto Pizango, s'est réfugié à l'ambassade du Nicaragua à Lima et y a obtenu l'asile politique. Pizango est accusé par les autorités péruviennes de rébellion et de sédition, il risque jusqu'à 35 ans de prison. Réuni en session extraordinaire le 10 juin, le Parlement a suspendu pour 90 jours l'un des décrets-lois sur l'exploitation forestière. Cependant, le Parti nationaliste d'opposition et les représentants indigènes réclament toujours l'abrogation pure et simple de ce décret qu'ils surnomment «la loi de la jungle».

**SÉBASTIEN BRULEZ**  
(à Caracas)

# L'industrie de l'acier / Venezuela : La révolution bolivarienne avance !

**Un an après la nationalisation de la principale entreprise sidérurgique du pays, le président vénézuélien Hugo Chávez a annoncé en mai dernier la nationalisation des 4 usines du secteur briquetier et de deux entreprises connexes. De cette façon, le cycle de production de l'acier passe entièrement sous contrôle de l'État, depuis les mines de fer jusqu'à la sidérurgie.**

Le premier pas avait été fait le 9 avril 2008, avec la nationalisation de *Sidor* après 15 mois de lutte menée par les travailleurs contre le groupe argentin *Techint*, qui refusait d'améliorer les conditions de travail lors de la négociation d'un nouveau contrat collectif. Les travailleurs de *Sidor*, l'une des plus importantes sidérurgies du continent, luttèrent pour l'amélioration de leurs salaires, de leur niveau de retraites, ainsi que l'intégration des 9.000 salariés sous-traitants. Ils avaient finalement réussi à imposer un rapport de force et à arracher la nationalisation<sup>1</sup>.

Au lendemain du premier mai 2009, le gouvernement rachète officiellement la *Sidérurgie de l'Orénoque (Sidor)* pour 1,97 milliard de dollars. Une nationalisation, comme toutes les autres jusqu'à présent au Venezuela, plus que largement «indemnisée». Mais le 21 mai, Hugo Chavez se rend dans la région de Guayana pour un atelier de rencontre avec les travailleurs du secteur. Lors de cette réunion il annonce une nouvelle vague de nationalisations: les quatre entreprises du secteur briquetier (produisant des briquettes de minerai de fer), ainsi que deux autres usines complémentaires sont concernées. Cette décision est aussi le résultat du rapport de force entre les travailleurs organisés et la direction des entreprises privées, qui cette fois s'est avéré favorable aux premiers.

Parmi les quatre briqueteries figure *Materialés Siderúrgicos (Matesi)*, que

*Techint* avait acheté pour 120 millions de dollars en 2004 dans le but de contribuer, à long terme, à augmenter la production de *Sidor*. Au moment de la nationalisation de cette dernière, les travailleurs de *Matesi* discutaient eux-aussi une convention collective. À peine trois mois après l'approbation de cette convention, l'entreprise privée décida de casser son engagement et de réduire le salaire des travailleurs de 45 %, argumentant l'imminence de la crise mondiale.

«*Cette attaque de l'entreprise sur les salaires agit comme un détonateur et mit en évidence le degré d'exploitation exercé par la multinationale. Cela nous a également renforcé dans notre travail politico-stratégique*», commente Daniel Rodríguez, secrétaire général du syndicat de *Matesi* et membre du collectif *Marea Socialista*.

«*Nous nous sommes rendus compte que nous étions une branche importante du cycle de production du fer et de l'acier. Avec le conflit salarial surgit chez Matesi, les directions des autres briqueteries s'étaient mises d'accord afin de générer le chaos, de mobiliser les travailleurs dans la rue et d'aller vers une grève du secteur*», explique-t-il.

La stratégie politique des patrons était en effet de créer un conflit de masse, en générant un mécontentement chez les travailleurs du secteur sidérurgique, pour ensuite diriger ce conflit contre le gouvernement. Mais cette stratégie n'a pas abouti et fut avortée lors cet atelier avec l'annonce de la nationalisation.

## La question du contrôle ouvrier

Se pose maintenant la question de comment gérer ces entreprises sous contrôle de l'État. De l'État ou des travailleurs? «*Ce qu'il nous reste à faire maintenant c'est contrer la bureaucratie et la bourgeoisie*», exprime Daniel, pour qui le contrôle ouvrier s'impose comme une nécessité.

Lors de la rencontre du 21 mai, le président Chavez a montré sa volonté



d'avancer dans ce sens en mentionnant la possibilité pour les ouvriers d'élire leur propre direction, en concertation avec lui. «*Je suis d'accord pour qu'on commence à élaborer une loi afin de réguler cela. Je suis prêts à ce que, ensemble, avec votre participation et celle du Président de la République, nous choissions le gérant de l'entreprise*», annonce-t-il alors aux travailleurs en précisant qu'il s'agit maintenant de «*dessiner de nouveaux modèles afin de commencer la transition*».

Pour Daniel et les ouvriers du secteur sidérurgique il s'agit d'un premier pas important. Toutefois il précise que «*avant de chercher à l'extérieur de l'entreprise des personnes sans doute compétentes mais ne connaissant pas les problématiques de l'usine, il peut être judicieux de voir les talents qui pourraient émerger en interne*». Et les travailleurs sont, de ce point de vue là, sans doute les mieux placés pour les connaître.

Dans ce sens la nationalisation de *Sidor*, avec ses avancées et ses obstacles, a joué un rôle important dans la motivation des travailleurs des briqueteries pour mener leur combat qui s'est, cette fois encore, avéré payant. Daniel signale que «*Sidor est pour nous une expérience à prendre en compte. Et même à un an de la nationalisation, je pense que les plus gros problèmes n'ont pas encore émergé! C'est loin d'être facile parce qu'il s'agit de changer une structure capitaliste et d'aller vers un système socialiste*».

**SÉBASTIEN BRULEZ**  
(à Caracas)

<sup>1</sup> Le gouvernement vénézuélien, ne voulant froisser ses relations avec l'Argentine des Kirchner, n'était, dans un premier temps, pas partant pour une nationalisation.

## Tien An Men: 20 ans déjà

Lorsque, vers le début des années 80, quelque temps après la mort de Mao Tsé-tung, Deng Xiaoping lança son programme des quatre grandes réformes destinées à – disait-il – moderniser la vieille Chine dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de la recherche scientifique et de la défense, il en avait visiblement oubliée une, celle de la démocratisation de la vie publique. Oubli d'autant plus inopportun que sa vibrante exhortation à la population chinoise l'invitant à sortir de sa résignation et à se débrouiller pour mieux vivre, était récente. «*Enrichissez-vous!*», fut la phrase célèbre prononcée par le «petit timonier» pour résumer la nouvelle philosophie sociale qu'il proposait au peuple, et en particulier aux jeunes.

Le problème est qu'un tel objectif s'accommode mieux à l'exercice des libertés, de certaines en tout cas. Et ce genre de langage ne pouvait que susciter des attentes, c'est ainsi que des milliers des jeunes, en particulier des étudiants des villes saisirent cette contradiction et crurent possible de réclamer tout haut ces libertés. D'autant plus haut que ces jeunes étaient également témoins des fractures énormes qui commençaient à se produire dans la société chinoise

entre une poignée de privilèges, hauts cadres du parti très souvent, et la population, sur fond de corruption généralisée. C'est ainsi que moult *dazibaos* commencèrent à fleurir, des manifestations, des grèves éclatèrent, donnant lieu à une sorte de «révolution culturelle» à l'envers, à une éclosion libertaire quelque peu soixante-huitarde à l'asiatique.

Puis l'horreur vint. Deng comprit alors que ces jeunes risquaient de perturber l'évolution tranquille qu'il souhaitait pour son projet. Des contestations à sa politique? Pourquoi pas, mais surtout pas des masses, surtout pas incontrôlées, s'est-il dit, et il ordonna l'entrée, sans trop de précautions, de troupes et de colonnes de chars pour mettre fin à la récré.

On a jamais su le nombre exact de victimes ni de prisonniers, mais ils furent très nombreux. Depuis, la Chine a pu progresser sans trop de sursauts vers les quatre «modernisations», se souciant de se limiter à ces quatre-là et de s'intégrer avec enthousiasme dans la mondialisation en cours. Quant à la formule «*Enrichissez-vous*», elle reste rigoureusement de mise du moins pour l'élite chinoise chargé de gérer la dite mondialisation.

## Elle bouge toujours, l'Amérique latine...

«*Heureusement qu'elle existe*», nous disaient des passants qui recevaient nos tracts lors de la récente campagne électorale en faisant référence au fait que, dans une Europe où la gauche de gauche donne des passables signes de démoralisation, le sous-continent américain persiste à faire la démonstration contraire et confirme une claire orientation progressiste, voire révolutionnaire. Ainsi, les héritiers des Mexicains Villa et Zapata, du Guatémaltèque Arbenz, du Péruvien Velasco et plus récemment de Fidel, Chavez et Correa, reviennent sur la scène politique mondiale avec la courageuse lutte du peuple hondurien contre une clique de militaires putschistes

entièrement inféodée à Washington et à l'oligarchie locale, et qui cherchent à empêcher que le Président Zelaya continue une politique de réformes, notamment dans le secteur agraire, en faveur des plus démunis. Comble d'impertinence: ce président avait osé imposer par décret (puisque le Parlement est contrôlé par la droite réactionnaire) l'obligation d'un salaire minimum pour les travailleurs de son pays. Le Honduras, petit pays d'Amérique centrale et un des plus pauvres du continent et dont son poète Rafael Valle disait qu'il «*rentrait dans une larme*», s'apprête donc à faire partie de la nouvelle vague de dignité qui parcourt ce continent.



## Abstention électorale: L'inévitable victoire?

Ils sont quand même bien modestes, reconnaissons-le, nos amis abstentionnistes. Sinon, il serait difficile de comprendre leur absence de triomphalisme. Ils furent seulement 38 % lors des premières élections européennes en 1979 (avec participation de 9 pays); progressèrent à 41 % pour les suivantes de 1984 (10 pays) et très légèrement, à 41,5 %, à celles de 1989. Le taux d'abstention passa à 43,3 % aux élections de 1994 (12 pays) et, c'est ici que la patience commence visiblement à s'épuiser, à 50,5 % aux élections de 1999, avec participation de 15 pays. Le taux s'emballa encore aux élections de 2004 (25 pays), avec 54,5 % pour conclure en beauté ce mois de juin 2009 (27 pays) 56,8 d'abstentionnistes. Un simple calcul de progression arithmétique nous conduit inexorablement à une abstention à 100 %; faites vos comptes: à 18,8 % de croissance de l'abstention en une trentaine d'années, nous risquons d'avoir bientôt des fantômes à la place des élus et des électeurs.

Et ce ne sera certainement pas la réélection de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne qui donnera plus d'attrance à son projet. Personnage trouble, ancien dirigeant maoïste qui, lors de la «révolution des œillets» portugaise des années 70, reprochait aux communistes de ne pas être assez révolutionnaires, il est devenu aujourd'hui l'architecte en chef des privatisations du secteur public européen. S'il fallait un symbole de cette Europe dont nous ne voulons pas, c'est bien lui qui l'incarne.

PABLO RODRIGUEZ

# Billet du Congo

## Jean-Marie, moto-taxi à Bunia

Jean-Marie est moto-taxi à Bunia. Il pilote une *Senke 125*, made in China, bleue, comme presque tous les deux-roues motorisés qui sillonnent les rues défoncées de ce chef-lieu du district de l'Ituri, ravagé par une guerre impitoyable jusqu'en 2003. Ce n'est pas sa moto, mais celle d'un patron qui en possède cinq ou six. Il lui paie 8 dollars par jour, cinq jours par semaine, à titre de location de l'engin. Avec en plus l'essence à sa charge, il faut trimer tard, à 200 ou 300 francs<sup>1</sup> la course, pour ramener un maigre surplus à la maison. Heureusement, le samedi, le patron lui fait grâce des 8 dollars et son bénéfice est un peu plus conséquent. Le dimanche est consacré à l'entretien des machines.

En trois ou quatre jours, deux de ses collègues ont été assassinés dans les environs de Bunia. En réaction, les autorités ont «déconseillé» la circulation des motos après 20 heures. Mobile de ces meurtres, comme toujours, le vol de la moto et de la recette. Si tu résistes, ils te tuent. Mais, si tu ne résistes pas, c'est parfois la prison. En effet, le patron risque de t'accuser d'être complice et d'exiger les 600 ou 700 dollars que coûte la moto. Si tu ne peux pas payer, tu peux passer au moins trois mois sous les barreaux. Et pour survivre, tu as intérêt à avoir de la famille qui peut t'apporter ta ration alimentaire, car la pension ne comprend pas les repas.

La prison, Jean-Marie a déjà connu ça. Quelques jours seulement, mais une mauvaise expérience. Cela avait commencé par un accident de la route : un automobiliste avait renversé un piéton, dont la tête avait brisé le pare-brise du véhicule, puis pris la fuite. Avec sa moto, Jean-Marie l'a pris en chasse jusqu'à ce qu'il s'arrête. Là, le chauffard l'a accusé d'avoir lui-même cassé son pare-brise par un jet de pierre. Il est allé à la police. Et Jean-Marie s'est retrouvé devant le juge : en sa faveur, témoignaient plusieurs personnes qui avaient assisté à l'accident, ainsi que l'accidenté lui-même, qui avait heureusement survécu à ses blessures. Face à lui, le fou du volant, et le juge qui n'écoutait que lui. Verdict : Jean-Marie

a été condamné à six mois de prison, commuable en 20 dollars d'amende et paiement d'un nouveau pare-brise, évalué à 300 dollars. Après 4 jours, il a cédé, réalisant que sa femme et leur bébé risquaient de mourir de faim s'il ne sortait pas rapidement : il a payé les 20 dollars et a commencé à rembourser le chauffard, qui s'est finalement contenté de la moitié de la somme «due». Qui était-il, cet automobiliste qui a su si bien amadouer la Justice : *«un commerçant de Bunia, pas très riche, mais plus riche que moi, assez pour "motiver" le juge ; c'est pas difficile, moi, je n'ai rien»*. Et il conclut son histoire en chantonnant le célèbre air de Kinshasa : *«l'argent appelle l'argent, bongo ezobenga bongo...»*.



Jean-Marie a perdu sa maison et son petit commerce lorsque Bunia a été le théâtre des massacres entre Lendu et Hema, au début de la décennie. Le conflit traditionnel entre agriculteurs et éleveurs a pris un tour génocidaire, encouragé par les parrains ougandais et rwandais des divers groupes armés. Aux pires heures, il a dû fuir à Beni, une ville du Nord-Kivu à quelque 200 km de là. Il est revenu à Bunia quelques jours après le déploiement de la force *Artemis*, concoctée par l'Union européenne, et qui a effectivement mis fin aux tueries, du moins à Bunia et dans sa proche périphérie. Mais il se souvient : *«les Lendu tuaient les Hema, les Hema tuaient les Lendu, et nous, qui ne sommes ni Hema ni Lendu, ils nous tuaient tous, disant que nous étions*

*des étrangers. Mais nous sommes tous des Congolais»*. Comme sa femme, Jean-Marie est Nande, originaire du Nord-Kivu. Il avait tenté sa chance à Bunia, une ville prospère avant la guerre. Il y est revenu, mais jamais rien ne sera plus comme avant. Il ne pourra jamais avoir d'ami hema ou lendu, ce sont les amis qui les dénonçaient aux milices de tueurs il y a quelques années.

La ville reste gangrénée par une profonde méfiance, les armes subsistent, en quantité. À quelques dizaines de km, un nouveau groupe armé est apparu. Originalité, il est «multiethnique», regroupant des Hema, des Lendu et même des «démobilisés» et déserteurs d'autres ethnies. Ses revendications ne sont pas claires, mais il semble avant tout viser le contrôle des mines d'or du sud-Ituri. Selon un service de l'ONU sur place, la présence d'officiers ougandais aurait été constatée dans deux camps d'entraînement des nouveaux insurgés.

De son côté, un peu au nord de Bunia, l'armée congolaise, les FARDC<sup>2</sup>, ou du moins certains de ses éléments, se muent en «coupeurs de route», une activité pratiquée également par les groupes armés et toutes sortes de bandits qu'il devient difficile de distinguer les uns des autres. Originaires des diverses rébellions ayant ensanglanté le Congo, payés – s'ils le sont – quelque 25 dollars par mois, les soldats de l'armée congolaise ont accumulé de retentissantes défaites, notamment face aux rebelles tutsi de Laurent Nkunda, maintenant «rapatrié» au Rwanda. Ne reste alors aux soldats que leur fusil pour mendier «la cigarette» (en fait de quoi payer deux ou trois paquets) aux passants. Ou, de plus en plus fréquemment, pour organiser des hold-up sur les axes routiers. C'est plus rentable. Et comme l'argent appelle l'argent...

**GEORGES BERGHEZAN**

<sup>1</sup> Deux monnaies sont d'usage en République démocratique du Congo : le dollar états-unien et le franc congolais. Actuellement, 1 \$ = 800 FC (1 euro = près de 1000 FC).

<sup>2</sup> Les Forces armées de la RDC, FARDC.

## Mourir en prison, mourir en Turquie

Depuis le commencement de ce siècle et selon les organisations humanitaires indépendantes, plus de 300 personnes sont mortes en prison en Turquie. Tout indique que, si le comportement des autorités politiques et judiciaires de cet état, candidat choyé à adhérer à l'Union européenne, ne change pas très prochainement, le nom de Güler Zere, devra être ajoutée à cette macabre liste.



Il se fait que cette jeune militante turque est atteinte d'un grave cancer et que, malgré d'innombrables démarches auprès les autorités politiques turques, ces dernières n'ont fait que négliger délibérément tout traitement médical. En effet, en plus de la maladie elle avait le «handicap» d'être une militante hautement indésirable pour ce régime. Pourtant, la législation du pays, ainsi que toutes les normes internationales (dont la Convention européenne des droits de l'homme), interdisent tout traitement considéré inhumain ou dégradant.

Maintenant elle est entrée dans la phase terminale de la maladie et malgré son état désespéré, les autorités «démocratiques» de son pays continuent à lui refuser tout transfert vers une clinique extérieur où Gulter pourrait connaître, à 37 ans, quelque chose d'autre que le cachot qu'elle n'a pas quitté depuis ses 23 ans.

**P.R.**

Envoyez vos messages **de protestation** au Ministre de la Justice :  
[sadullahergin@adalet.gov.tr](mailto:sadullahergin@adalet.gov.tr)

et **de solidarité** à l'Association des familles de prisonniers :  
[hucreskencedir@yahoo.com](mailto:hucreskencedir@yahoo.com)

## Scoop ! Une lettre de B. Netanyahu

Nos correspondants à Tel-Aviv nous font parvenir copie d'une lettre très édifiante envoyée par le Premier ministre israélien au peuple palestinien.

«Chers amis palestiniens

Moi, Premier ministre d'Israël, je reconnais solennellement que vous avez droit à un État. Mais cela suppose un certain nombre de conditions.

- 1° Cet État n'aura pas d'armée. Pas de souci non plus à se faire : nous assurerons sa défense avec toute l'attention que vous imaginez.
- 2° Il appartiendra à cet État de se trouver un territoire. C'est votre affaire, et nous n'avons pas à nous en mêler. En tout cas, ne comptez pas trop sur la Cisjordanie : nos colonies continueront à s'y développer, en vertu d'un accroissement naturel de population.
- 3° À vous aussi de choisir votre capitale, en toute liberté. Sachez simplement



que Jérusalem nous appartient, et qu'elle est indivisible.

Voilà. J'ai fait un grand pas, qui devrait calmer Obama et me valoir le prix Nobel de la paix. La balle est maintenant dans votre camp. Benyamin Nétanyahou<sup>1</sup>.

PS : Si votre futur État pouvait éviter d'avoir une Constitution, un Parlement, une police, une justice, une diplomatie et des services publics, cela faciliterait beaucoup les choses».

<sup>1</sup> Plus exactement, la signature de ce courrier imaginaire circulant dans le net est du journaliste français Robert Solé.

## Rectification demandée

Louis Van Geyt, ancien président du Parti nous demande de rectifier la formulation de certaines phrases attribuées à lui par notre chroniqueur Pablo Rodríguez dans son article «Prague 68 : un colloque et quelques silences» (*Le DR* n°26, février-mars 2009). Ainsi, il précise n'avoir pas qualifié d'«insurrectionnelles», ni l'action par laquelle «les travailleurs tchécoslovaques, en 1948, ont fait échec à la tentative du 'centre-droit' pro-occidental de leur pays, de chasser du pouvoir les ministres communistes et leurs alliés, à l'instar de ce qui s'était passé un an plus tôt, successivement en Belgique, en France et en Italie» ni non plus «le puissant mouvement du peuple de gauche belge, qui deux ans plus tard allait contraindre Léopold III à l'abdication». Dans l'un comme dans l'autre cas, poursuit Louis Van Geyt dans son courrier, «le PCB-KPB de l'époque a, au contraire, mis l'accent sur le caractère authentiquement démocratique, de mobilisation populaire faisant usage des droits 'institutionnels' de grève et de manifestation – mais écartant résolument le recours aux armes desdits grands

mouvements».

Par ailleurs, et cette fois concernant les événements de 1956 en Hongrie, Louis Van Geyt précise que ni lui en personne ni le PCB-KPB n'ont réservé à ces événements la qualification unilatérale, voire simpliste, de «révolte réactionnaire voire fascisante». Bien au contraire, il a toujours estimé que «la cause première de la révolte, – essentiellement démocratique au départ mais ensuite débordée par les nostalgiques du régime pro-nazi de Horthy et par les 'paniquards' pro-atlantiques autour d'Imre Nagy – résidait dans la politique ultra-stalinienne de l'équipe honnie de Rákosi et Geroe».

C'est bien volontiers que le DR publie ces précisions venant d'un acteur privilégié tant dans l'observation de ces événements que dans les prises de position que les instances du Parti prirent à cette occasion. C'est dans cet esprit que nos pages restent ouvertes –sans aucune exclusive– à un développement encore plus circonstancié de ces moments si importants de l'histoire du mouvement ouvrier européen.

# La manif anti-OTAN: une réponse à Diana Johnstone

## Non, ce ne fut pas un fiasco !!

Les médias du monde n'ont pas voulu montrer la réalité de Strasbourg ce 4 avril et ont détourné délibérément les caméras et les reportages de la mobilisation des opposants à l'Otan. Mais celle-ci a quand même eu lieu et il est de notre responsabilité d'en rendre compte dans son ensemble.

Certes, la manifestation a été cassée par les provocations conjointes et concertées des forces de l'ordre et des casseurs (*Black Blok* ou/et agents des forces de l'ordre déguisés en manifestants). Elle a été «empêchée» par les blocages intempestifs des policiers sur les routes qui conduisaient au Pont de l'Europe. Les manifestants venus d'Allemagne ont été bloqués par un autre barrage surprise sur le Pont, et n'ont jamais pu rejoindre la côté français. Enfin, le meeting qui rassemblait les manifestants arrivés au rendez-vous a dû être évacué car les grenades lacrymogènes rendaient sa tenue impossible.

La manifestation était donc cassée. Mais des milliers de manifestants ont cherché, envers et contre tout, à exprimer leur opposition à l'Otan. C'est la première fois que cela arrive. Des militants de la paix sont venus de tous les coins de l'Europe, et même des États-Unis, du Canada et de Russie, pour témoigner de leur conviction et détermination commune. La manifestation du 4 avril



n'était qu'une partie d'une grande mobilisation internationale de 4 jours.

La répression inouïe menée par les gouvernements français et allemand doit nous servir d'avertissement pour mieux nous préparer aux prochaines luttes, tant contre la machine de guerre de l'Otan que pour ne pas payer les frais de la crise capitaliste. Le Sommet de l'Alliance, derrière les images glamour des premières dames et les sourires d'Obama, de Sarkozy and C°, a pris des orientations de plus en plus marquées

de gendarme du monde. La Déclaration officielle affirme la volonté de l'Otan d'accélérer la mise en route de la *Force de Réaction Rapide* dont le commandement a été offert en cadeau à la France en échange de sa récente soumission. Cette force se composera de 60.000 soldats capables de se déployer en un temps record sur n'importe quel lieu de conflit dans le monde. Le Sommet a également confirmé sa détermination à garantir la sécurité (en particulier dans pour l'approvisionnement énergétique) et à intervenir militairement «hors zone». Il va étendre la guerre de l'Afghanistan au Pakistan, des côtes de Somalie à l'Arctique; il maintient et généralise le projet de bouclier anti-missiles; il maintient l'option nucléaire, y inclus celle de «la première frappe», pour ne citer que ces points.

Les mouvements pacifistes, les organisations politiques progressistes n'ont pas le choix: il faut continuer à se rassembler, il faut développer le mouvement international qui est né, il faut unir les opposants à l'Otan de tous les pays membres de l'Alliance Atlantique.

Cette manifestation de Strasbourg n'est pas un fiasco, ce n'est qu'un début!

CLAUDINE PÔLET



# Normandie, Kursk : Où fut vaincue la Wehrmacht ?

**Mitterrand, Chirac et, surtout, Sarkozy, n'ont pas raté l'occasion d'aller sur les plages normandes pour célébrer le «débarquement» allié et lui attribuer le rôle majeur de la libération du nazisme en Europe. À ce propos, c'est bien plus qu'un détail le fait que le Général De Gaulle ne se soit jamais prêté à un tel exercice. Dans le texte qui suit, Nico Hirtt met sobrement, mais avec force, les choses à leur place.**

Par leur accumulation et par leur caractère unilatéral, les commémorations du soixantième anniversaire du Débarquement sont en train d'installer, dans la conscience collective des jeunes générations, une vision mythique, mais largement inexacte, concernant le rôle des États-Unis dans la victoire sur l'Allemagne nazie. L'image véhiculée par les innombrables reportages, interviews d'anciens combattants américains, films et documentaires sur le 6 juin, est celle d'un tournant décisif de la guerre. Or, tous les historiens vous le diront : le Reich n'a pas été vaincu sur les plages de Normandie mais bien dans les plaines de Russie.

Rappelons les faits et, surtout, les chiffres.

Quand les Américains et les Britanniques débarquent sur le continent, ils se trouvent face à 56 divisions allemandes, disséminées en France, en Belgique et aux Pays Bas. Au même moment, les soviétiques affrontent 193 divisions, sur un front qui s'étend de la Baltique aux Balkans. La veille du 6 juin, un tiers des soldats survivants de la Wehrmacht ont déjà enduré une blessure au combat. 11% ont été blessés deux fois ou plus. Ces écopés constituent, aux côtés des contingents de gamins et de soldats très âgés, l'essentiel des troupes cantonnées dans les bunkers du mur de l'Atlantique. Les troupes fraîches, équipées des meilleurs blindés, de l'artillerie lourde et des restes de la Luftwaffe, se battent en Ukraine et en

Biélorussie. Au plus fort de l'offensive en France et au Benelux, les Américains aligneront 94 divisions, les Britanniques 31, les Français 14. Pendant ce temps, ce sont 491 divisions soviétiques qui sont engagées à l'Est.

Mais surtout, au moment du débarquement allié en Normandie, l'Allemagne est déjà virtuellement vaincue. Sur 3,25 millions de soldats allemands tués ou disparus durant la guerre, 2 millions sont tombés entre juin 1941 (invasion de l'URSS) et le débarquement de juin 1944. Moins de 100.000 étaient tombés avant juin 41. Et sur les 1,2 millions de pertes allemandes après le 6 juin 44, les deux tiers se font encore sur le front de l'Est. La seule bataille de Stalingrad a éliminé (destruction ou capture) deux fois plus de divisions allemandes que l'ensemble des opérations menées à l'Ouest entre le débarquement et la capitulation. Au total, 85% des pertes militaires allemandes de la deuxième guerre mondiale sont dues à l'Armée Rouge (il en va différemment des pertes civiles allemandes : celles-ci sont, d'abord, le fait des exterminations opérées par les nazis eux-mêmes et, ensuite, le résultat des bombardements massifs de cibles civiles par la RAF et l'USAF).

Le prix payé par les différentes nations est à l'avenant. Dans cette guerre, les États-Unis ont perdu 400.000 soldats, marins et aviateurs et quelques 6.000 civils (essentiellement des hommes de la marine marchande). Les Soviétiques quant à eux ont subi, selon les sources, 9 à 12 millions de pertes militaires et entre 17 et 20 millions de pertes civiles. On a calculé que 80% des hommes russes nés en 1923 n'ont pas survécu à la Deuxième Guerre Mondiale. De même, les pertes chinoises dans la lutte contre le Japon – qui se chiffrent en millions – sont infiniment plus élevées – et infiniment moins connues – que les pertes américaines.

Ces macabres statistiques n'enlèvent bien évidemment rien au mérite individuel de chacun des soldats américains qui se sont battus sur les plages de Omaha Beach, sur les ponts

de Hollande ou dans les forêts des Ardennes. Chaque GI de la Deuxième guerre mondiale mérite autant notre estime et notre admiration que chaque soldat russe, britannique, français, belge, yougoslave ou chinois. Par contre, s'agissant non plus des individus mais des nations, la contribution des États-Unis à la victoire sur le nazisme est largement inférieure à celle que voudrait faire croire la mythologie du *Jour J*. Ce mythe, inculqué aux générations précédentes par la formidable machine de propagande que constituait l'industrie cinématographique américaine, se trouve revitalisée aujourd'hui, avec la complicité des gouvernements et des médias européens. Au moment où l'US-Army s'embourbe dans le «Vietnam» irakien, on aura du mal à nous faire croire que ce serait le fait du hasard...

Alors, bien que désormais les cours d'histoire de nos élèves se réduisent à l'acquisition de «compétences transversales», il serait peut-être bon, pour une fois, de leur faire «bêtement» mémoriser ces quelques savoirs élémentaires concernant la deuxième guerre mondiale :

- ✚ C'est devant Moscou, durant l'hiver 41-42, que l'armée hitlérienne a été arrêtée pour la première fois.
- ✚ C'est à Stalingrad, durant l'hiver 42-43, qu'elle a subi sa plus lourde défaite historique.
- ✚ C'est à Kursk, en juillet 43, que le noyau dur de sa puissance de feu – les divisions de Pantzers – a été définitivement brisé (500.000 tués et 1000 chars détruits en dix jours de combat !).
- ✚ Pendant deux années, Staline a appelé les anglo-américains à ouvrir un deuxième front. En vain.
- ✚ Lorsque enfin l'Allemagne est vaincue, que les soviétiques foncent vers l'Oder, que la Résistance – souvent communiste – engage des révoltes insurrectionnelles un peu partout en Europe, la bannière étoilée débarque soudain en Normandie...

**NICO HIRTT**

Enseignant, écrivain

Auteur de *L'école prostituée* aux Éditions Labor

# «Sous le signe de l'Étoile Rouge»

Fabuleuse histoire visuelle de l'URSS d'après les archives de David King

Le graphiste et photographe David King, qui fut directeur artistique du *Sunday Times Magazine* de 1965 à 1975 et qui dispose d'une fabuleuse collection de documents sur l'URSS, en partie exposée au *Tate Modern* à Londres, publie, aux éditions «Gallimard», un ouvrage de référence intitulé «Sous le signe de l'Étoile Rouge»<sup>1</sup> et qui constitue une véritable histoire visuelle de l'Union soviétique de février 1917 à la mort de Staline, en 1953.

Avec plus de 550 documents, l'ouvrage est constitué d'une pléiade d'affiches, de photographies, d'œuvres graphiques et de textes qui témoignent des soulèvements révolutionnaires de 1917, de la guerre civile, de la montée du stalinisme, de la lutte héroïque du peuple russe contre l'envahisseur nazi dans ce qui sera appelé la «grande guerre patriotique», jusqu'à la mort de Staline.

«Au moment où j'écris ceci, mon bureau est dans un désordre indescriptible. Des milliers de photographies et d'illustrations russes sont empilées sur

des tables à tréteaux ou éparpillées par terre, en attente. Près d'une centaine d'affiches qui viennent d'être encadrées doivent partir à la Tate Modern pour être présentées dans la dernière en date d'une série d'expositions consacrées à ma collection. Des stalagmites de livres et d'albums, de revues et de journaux soviétiques anciens, se sont constituées dans ma bibliothèque et en rendent l'accès quasi impossible. Sur les escaliers, des boîtes avec d'autres photographies encore attendent, en vain, d'être reclassées. Il m'aura fallu quatre décennies pour rassembler les 250.000 documents de la collection et deux années pour concevoir cet ouvrage. Il m'aura fallu ensuite quelque six mois pour archiver le tout», précise l'auteur qui dresse ainsi le décor et l'historique de ce gigantesque travail.

Par le biais d'une judicieuse combinaison d'illustrations et de textes clairs et accessibles, David King plonge le lecteur au cœur des grands événements de l'Histoire soviétique et fait revivre, non

seulement les grands protagonistes de la révolution russe, tels Lénine, Staline, bien entendu, ainsi que Trotski, mais aussi les millions d'hommes et de femmes qui ont vécu au quotidien l'expérience du communisme à la soviétique, entre enthousiasme et désillusion, voire tragédie pour certains.

La révolution de 1917 s'est certes traduite par un bouleversement politique et social mais aussi artistique comme le souligne l'ouvrage qui fait, par ailleurs, le point sur le rapport entre l'Art et la propagande et cela à l'une des époques les plus mouvementées et controversées de l'Histoire contemporaine. Le livre évoque, pour finir, l'«après-Staline» et le processus de déstalinisation lancé notamment par Nikita Khrouchtchev.

**JOSÉ VANDERVEEREN**

<sup>1</sup> Sous le signe de l'Étoile Rouge - Une histoire visuelle de l'Union soviétique de février 1917 à la mort de Staline, de David King, Éditions Gallimard, France.

## Le dialogue non interrompu avec Marcel Deprez

En août 2007, nous vous avons appris le décès de notre camarade Marcel Deprez, dont vous aviez parfois vu le nom au bas d'articles de notre journal. Aujourd'hui nous voulons vous présenter un livre: «Résistance, entraînement citoyen», sous-titré: «Échanges décalés avec Marcel Deprez» publié par l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale<sup>1</sup>.

Cet institut, fondé en 1979 par deux historiens, René Deprez et Michel Hanotte, – et dont Marcel Deprez fut, un temps, le président – a comme objectif de collecter et de conserver des archives et des documents privés relatifs à l'histoire du travail, à la condition et aux luttes ouvrières. À la mort de Marcel, des chercheurs de l'institut se sont rendus chez lui, afin de rassembler ses propres archives.

Là, nous disent-ils, ils ont trouvé de très nombreux textes, une production

multiforme et riche par la diversité de ses thèmes. L'idée leur est alors venue de donner encore plus de vie et d'actualité à ces trouvailles en les associant en un dialogue imaginaire, mais combien plausible, avec des textes qui seraient écrits par des personnes engagées ou actives dans les domaines chers aux réflexions de Marcel. Ainsi, ces personnes nous proposent dans cet ouvrage des textes en correspondance avec ceux écrits par notre regretté camarade.

Ces textes ont été rassemblés en quatre thématiques dont l'axe central est l'esprit de résistance qui donne, d'une certaine manière l'atmosphère générale de l'ouvrage. Pas surprenant puisqu'écrits par et autour d'un homme qui fut lui-même, dès 1940, membre de la résistance dans le bassin liégeois. Résister, pour lui, n'était pas un geste limité aux maquis. «Être citoyen, c'est déjà être résistant», disait-il. D'autres sujets

comme la culture et sa projection dans l'éducation populaire et l'art, son interprétation, son contenu, sa diffusion, thèmes si proches aux réflexions de Marcel sont aussi bien présents dans ce recueil.

Finalement la Chine, pays auquel il fut si attaché, qu'il visita à plusieurs reprises et pour l'engagement duquel il fut conduit à être président de l'association Belgique-Chine. Ces voyages et son esprit alerte, son engagement de marxiste militant le poussèrent à écrire de nombreux textes, à s'interroger sur les origines et le devenir de cette révolution qui allait bouleverser les données de l'Asie et du monde. Ainsi, ce livre ne prétend pas à autre chose qu'à persévérer dans les traces de la vie et de la pensée d'un citoyen vrai, d'un résistant.

**M.F.-D.**

<sup>1</sup> Disponible à l'IHOES: 3, avenue Montesquieu à 4101 Seraing. Tél.: 04/3308428. www.ihoes.be

# S'abonner et diffuser le Drapeau Rouge !

À un moment où nous constatons partout le renforcement du néolibéralisme et des politiques de droite, hélas très souvent cautionnées par la social-démocratie et l'écologie bien pensante, alors que les tenants des politiques ultralibérales continuent à imposer leurs diktats à nos gouvernements toujours complaisants, l'existence d'une presse militante est vitale pour organiser les indispensables résistances et pour que le Parti communiste reprenne place dans le concert politique du pays.

Le moment est donc venu de vous abonner, de mettre à jour votre abonnement, ou encore de présenter notre journal à des amis. Ou, si vous le souhaitez, de les abonner vous-même au **DR** en mettant l'adresse de l'ami bénéficiaire dans la partie «communication» du bulletin de versement ou de virement. Voyez ci-dessous nos conditions d'abonnement.

Vous pouvez aussi, comme de plus en plus de lecteurs, nous commander (par téléphone ou courrier électronique) un nombre d'exemplaires que vous pensez pouvoir diffuser dans votre entourage.



Le **DR**, comme la plupart des journaux d'opinion, surtout s'ils sont dérangeants, ne survivent que grâce au soutien de leurs lecteurs. Pensez-y !

Écrivez à

**dr@belgi.net**

ou téléphonez au

**0478 822 084**

## Où trouver le DR ?

**Arlon :** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.

**Bruxelles :** •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles  
•Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère  
• Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi :** Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi.

## Sommaire

### L'invité du mois

Pierre Eyben : « Sans unité la gauche de la gauche perd en crédibilité »

Propos recueillis par  
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 et 3

### Élections

Daniel Cohn-Bendit est-il de gauche ?  
Pierre EYBEN, p. 5

Et si on reparlait de l'Action commune ?  
Claude RENARD, p. 6

### Syndicalisme

Offensives patronales : Les actions juridiques contre le droit de grève  
Luc DELVAUX, p. 7

Mainmise du PS sur la FGTB-CGSP ?  
Balbi MARTINEZ-RIVERO, p. 8

### Enseignement

Comment lutter contre les inégalités sociales à l'école ?  
Louise GOTOVITCH, p. 9

### International

L'Iran : Une nouvelle phase de la Révolution de 1979 ?  
Alain PERSOUIT, pp. 10 et 11

Pérou : La sanglante vitrine de la mondialisation  
Sébastien BRULEZ, p. 12

L'industrie de l'acier/Venezuela : La révolution bolivarienne avance !  
Sébastien BRULEZ, p. 13

Billet du Congo : Jean-Marie, moto-taxi à Bunia  
Georges BERGHEZAN, p. 15

Mourir en prison, mourir en Turquie  
P. R., p. 16

### Débats

La manif anti-OTAN : Une réponse à Diana Johnstone : Non, ce ne fut pas un fiasco  
Claudine PÔLET, p. 17

### Histoire

Normandie, Koursk : Où fut vaincue la Wehrmacht ?  
Nico HIRT, p. 18

### Lectures

« Sous le signe de l'Étoile Rouge »  
José VANDERVEEREN, p. 19

Le dialogue non interrompu avec Marcel Deprez, M.F.-D., p. 19



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Adresse : 4, rue Ruppe  
1000 Bruxelles

Tél. : 0477 202 953  
0478 822 084

Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros : 15 €  
- à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 et 50 €  
Chômeurs, étudiants : 8 €

Banque ING : 310-1877676-36

**ATTENTION!** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !